

sauveur. Mais un peuple qu'on endort dans l'impïété ne saurait revenir à la vie. Il est possible que dans cinquante ans la Russie soit catholique. Mais si l'éclectisme, si son venin, qui se répand dans toutes les veines du corps enseignant, n'est point arrêté dans son cours, dans un pareil espace de temps la France sera athée.

On nous crie : Taisez-vous ! ne voyez-vous pas que vous irritez le parti irréligieux, si redoutable et si puissant ? Mais quel plus grand mal ce parti peut-il donc nous faire que de maintenir les choses au point où elles sont, et que d'assurer, de fixer l'effroyable perspective que je viens de décrire ?

Je sais les grandes considérations qu'on oppose. Mais, en vérité, elles ne souffrent pas même un léger examen. Rien d'équitable, de noble, ni même de sensé n'en déguise l'extrême faiblesse.

Premièrement, si l'enseignement devient libre, le monopole sera transporté au clergé. — Quelle absurdité ! Le monopole peut-il être établi autrement que par une loi ? Or, la ferez-vous, cette loi ? Mais non, dites-vous, ce sera la confiance qui remettra la direction de la jeunesse dans les mains des prêtres. — Je vous fais d'abord remarquer que le nombre insuffisant des ministres des autels leur ôterait le moyen de répondre à ce mouvement général que vous redoutez. Et d'ailleurs, souffrez que je vous le dise, vous manifestez ici une étrange disposition. Où sont donc les égards que vous professez pour les volontés du peuple souverain et le respect que vous avez vué aux majorités ? Auriez-vous, je vous le demande, deux poids et deux mesures, et les enfants de Voltaire seraient-ils devenus les disciples d'Escobar ?

Secondement, l'affranchissement de la servitude universitaire détruirait le corps enseignant. — Mais que faites-vous donc de la promesse de la Charte, jurée à la face du monde entier ? Elle nous a garanti la faculté d'ériger des écoles libres, sous la surveillance commune du Gouvernement. L'Université subsistera de son côté et ces écoles de l'autre. Cette conséquence sort aussi clairement du texte de la Charte, qu'une vérité mathématique des plus élémentaires sort d'un axiôme où elle est renfermée.

Enfin, la liberté d'enseignement octroyée, mettrait en péril l'établissement de Juillet. — Comment donc, je vous prie ? Serait-ce à cause de la rigidité des doctrines chrétiennes ? Mais n'est-ce pas faire la plus sanglante injure à ce gouvernement, que de prétendre qu'il a besoin, pour se soutenir, du relâchement étrange des docteurs éclectiques ou de la morale, disons mieux, de l'immoralité éhémère du panthéisme ? De plus, l'enseignement de ces oracles de l'Université ne laisse dans l'âme d'autre principe que l'intérêt personnel (1). Or, l'intérêt personnel accueillera nécessairement avec ardeur et même avec transport tous les changements qui pourront tourner à son profit.

Les doctrines dont je parle menacent donc le gouvernement de Juillet comme tous les autres. Elles sont comme un marteau qui les démolira tour à tour, et qui fera entendre fréquemment aux peuples épouvantés le fracas des révolutions variées à l'infini par les diverses combinaisons et par les attaques Turieuses de l'intérêt personnel.

Il est impossible que tout homme qui a un peu de sens se dissimule la force de ces raisons. Mais comme beaucoup d'hommes sans réflexions et sans consistance en prennent leur parti et prononcent indolemment ces paroles : " Le sort en est jeté, ne changeons rien à ce qui existe. D'ailleurs l'industrie parmi nous est parvenue à un tel degré, qu'il suffit pour assurer la prospérité et le salut de notre patrie. " Je leur dirai : ce ne sont pas les appuis matériels, mais les maximes et les idées qui soutiennent les sociétés. Non, ni les chemins de fer ne sont assez vite, ni les bateaux à vapeur assez rapidement emportés par leurs ailes de feu pour vous faire éviter l'abîme que creuse sous vos pas l'esclavage de l'éducation publique. Vous voulez persister dans cette voie ; eh bien ! élevez dès ce moment un tombeau à la

(1) Cette vérité est si frappante qu'elle a échappé à la plume d'un journal révolutionnaire, d'ailleurs partisan déclaré du corps universitaire. Voici ce que disait le *National* au mois d'août dernier : " Le vague des idées produit le doute dans les actions ; quand l'esprit flotte, le cœur chancelle. Donnez-nous une philosophie nuageuse, errante comme une bohémienne, qui, sous prétexte d'érudition, effleure toutes les surfaces, qui va chercher partout les opinions qu'elle n'a pas, qui se croit nouvelle parce qu'elle traduit, féconde parce qu'elle réimprime, qui ne procède que par ébauches et qui n'a jamais su faire que des fragments, nous la déions de jeter dans les âmes ces sortes de pensées qui sont la source des fortes actions. On réussira, sans doute, avec un esprit délié et une phrase harmonieuse, à faire pendant un temps quelque illusion aux autres, et peut-être à soi-même. On y réussira d'autant mieux qu'on aura plus de mobilité dans les opinions, plus d'impatience de renommée, plus de confiance dans un orgueil morbide.... "

" Mais une telle philosophie, appréciée dans ses résultats, que produira-t-elle ? Sortie du vide, c'est dans le vide qu'elle vient mourir. Mais on ne fait pas impunément le vide dans l'esprit humain ; quand ce n'est pas la raison qui le domine, ce sont les passions personnelles qui s'en emparent. Vous vous rattachez avant-hier à Reid, puis à Kant ou à Hégel ; vous avez vanté les Alexandrins, encensé Aristote et Platon, loué et insulté Descartes ; vous avez servi et déserté tous les autels, honoré et maudit tous les dieux, depuis Socrate jusqu'à Spinoza ; que voulez-vous qui reste de soi, de conviction, à ceux qui vous suivent ?... Eh bien ! quand il ne reste plus rien, il y a une chose qui demeure encore, c'est l'égoïsme, et tout ce vide que vous avez fait, c'est le moi, le vil moi qui le remplit. "

grandeur incomparable de notre nation, et sur ce monument baigné des larmes de tout ce qui sait admirer les vertus, l'honneur et le génie ; inscrivez ces mots : La France, le plus bel ouvrage de Dieu sur la terre ; est tombée sans retour, elle est morte. *Fuit Ilium....*

J'ai l'honneur d'être, etc.

† CLAUD. Hiv., Ev. de Chartres.

Chartres, le 4 décembre 1845.

CITATION DES JOURNAUX FRANÇAIS AU SUJET DE L'ENTREVUE DU PAPE AVEC LE CZAR.

Toutes les lettres que nous recevons de Rome, toutes celles que publient les autres journaux de Paris et des départements, toutes celles qui nous sont communiquées confirment les détails que nous avons donnés sur le caractère et sur l'effet de l'entrevue qui a eu lieu entre le Saint-Père et l'Empereur de Russie. Ce prince si puissant, et qui, jusqu'à présent, a usé si cruellement de son formidable pouvoir, est allé, peut-être sans se rendre bien compte des sentiments auxquels il a cédé, recevoir à Rome une leçon qu'il n'attendait pas et qu'aucun souverain ni aucun peuple ne lui avait donnée encore. La noblesse romaine a fui ses antichambres ; les artistes de quelque valeur n'ont pas voulu s'exposer à ses éloges ; le peuple, loin de le saluer de ses acclamations, ne l'a pas même honoré de sa curiosité ; enfin, l'auguste vieillard qui règne sans armée dans la ville éternelle, lui a dit des paroles sous le poids desquelles la toute-puissance impériale a rougi et s'est excusée. Ce grand spectacle, ce grand triomphe de la force morale sur la matérielle, a noblement ému l'opinion. Un de ces sentiments qui honorent l'espèce humaine s'est emparé des âmes. On s'est réjoui de voir ainsi constator, à la face du monde, qu'il y a quelque chose de plus hardi que la force, de plus habile que la ruse, de plus applaudi que le succès même, et que c'est le suprême ascendant de la vertu. Les ennemis politiques et religieux de Rome, ceux qui comptaient avec une joie cruelle sur les défaillances du Pape en présence de l'Empereur, et qui s'apprétaient à reprocher amèrement au Saint-Siège les faiblesses d'une politique que tous les gouvernements de l'Europe ont observée ; ceux-là mêmes, si prompts d'ordinaire à critiquer, à calomnier au besoin les catholiques et le catholicisme, ont dit la vérité sur l'entrevue mémorable du 13 décembre, car se sont résignés à couvrir de leur silence un fait auquel il ne veulent pas rendre hommage, et qu'il n'est pas encore temps de défigurer. Le *National*, qui a toujours pris fort peu d'intérêt au martyre des catholiques polonais, s'est tu. Le *Siècle* avait fait d'avance un tableau poétique des hommages scandaleux qui allaient accueillir à Rome le persécuteur de la foi ; il nous montrait *les lévites en habits de fête*, la girandole allumée, les cloches en branle, et

Le Czar qui, casque en tête et tout éperonné,

franchissait le seuil du palais pontifical. A cette occasion, il citait dans sa prose la plus façonnée, saint Ambroise, dont il faisait un pape pour la circonstance ; saint Léon, saint Grégoire VII, et tout ce que sa mémoire pouvait lui fournir de pontifes courageux devant l'abus de la puissance royale ; il opposait la généreuse fermeté de ces grands hommes aux faiblesses qu'allait montrer Grégoire XVI... Mais il se trouve que Grégoire XVI a été comme ses plus augustes prédécesseurs, et le *Siècle*, un peu fâché d'avoir été si éloquent, se tait. Eh bien ! il ne faut pas trop demander au *Siècle* : ce silence, aussi éloquent pour le moins que son article, et beaucoup plus spirituel, n'est pas de sa part sans quelque vertu. C'est le *Constitutionnel* qui nous fait parler ainsi. Le 13 décembre. Il s'est laissé entraîner, comme presque tout le monde, à un sentiment d'admiration et de gratitude pour le saint vieillard, défenseur unique de la justice et de l'humanité, qui a élevé contre l'opresseur devant qui se tait la terre, une voix que ses quatre-vingts années n'ont pas affaiblie. Le *Constitutionnel* a trouvé cela si beau, si grand, il s'y attendait si peu, qu'il en a dit quelque chose, et même il a emprunté à l'*Univers* ce qu'il en a dit. C'était un mouvement du cœur ; M. Thiers n'avait pas été consulté. La réflexion est venue trop tard, et voilà en quoi le *Constitutionnel* a été inférieur au *Siècle* : la faute commise, il n'a pas su en prendre son parti ; il n'a pas compris ce qu'il y aurait d'odieux à contredire en ce moment le sentiment unanime qui honore la noble attitude du Saint-Père. Il publie un article pour expliquer que le Pape n'a pu parler comme on l'a dit, ni l'Empereur consentir à s'abaisser devant un tel langage, attendu que le Pape, faisant dans les Etats-Romains, exactement ce que l'Empereur fait en Pologne, ce dernier, si on lui avait reproché ses cruautés, on aurait eu trop de quoi répondre. N'est-il pas vrai que le gouvernement papal ne connaît pas la clémence, et que tout carlinaro arrêté est un homme mort ? Le Pape n'a donc rien reproché à l'Empereur ; et quant à la sympathie que l'Empereur a manifestée au Pape, elle provient sans doute de ce que malheureusement les deux gouvernements se ressemblent. Telle est la pensée du *Constitutionnel*, lorsqu'il a eu le temps de méditer et de recevoir les inspirations de M. Thiers ; car ses rédacteurs ordinaires, n'est une justice à leur rendre, sont innocents de ces belles choses-là, ils ne les racontent pas d'eux-mêmes. Il n'y a que M. Thiers, le pacificateur de Lyon, de Saint-Merry et de la Vendée, l'auteur de la loi sur les associations, le défenseur des lois de septembre, et en dernier lieu le promoteur de l'exil des Jésuites, pour reconnaître tout de suite que le gouvernement papal ressemble au gouvernement russe, et qu'un souverain qui, après avoir fait juger des révoltés pris les armes à la main, en grâce le plus grand nombre, ressemble à un souverain qui condamne à la Sibirie et au knout